

DEPARTEMENT
<b>V A U C L U S E</b>
CANTON
<b>L'ISLE SUR LA SORGUE</b>
COMMUNE
<b>L'ISLE SUR LA SORGUE</b>

PG/LG/PP/CJ/AP/RV  
Direction Des Services Techniques  
Secteur Gestion du Domaine Public

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

Avis favorable service juridique

Mis en ligne le 7 mars 2025

## **ARRETE DU MAIRE**

**OBJET :** INTERDICTION TEMPORAIRE DE STATIONNER sur une place de parking sis à **L'ISLE SUR LA SORGUE** au lieu-dit : quai Frédéric Mistral au droit du n° 11 pour des travaux de réparation de toiture.  
**Du lundi 10 mars 2025 au vendredi 28 mars 2025 de 08h00 à 18h00.**

Le Maire de l'ISLE SUR LA SORGUE,

**VU** Le code général des collectivités territoriales et ses articles L2211-1, L2212-1, L2212-2, L2212-4, L2213-1, -2, -4, -5, -6,

**VU** Le code de la route, et le Décret n° 92-1227 du 23 novembre 1992 modifiant certaines des dispositions du dit code,

**VU** Les articles L 113-3, L 141-10 du code de la Voirie routière,

**VU** La décision DF 24-1371 du 23 décembre 2024 visée en préfecture le 7 janvier 2025 relative à l'instauration de tarifs communaux à partir de 1<sup>er</sup> janvier 2025,

**VU** La demande formulée par l'entreprise SAS CJM BATIMENT 690, chemin des Gypières 84740 Velleron en date du 05 mars 2025, instruite par le secteur Gestion du Domaine Public de la Direction des Services Techniques,

**VU** L'arrêté DAJ 2024-287 du 09 août 2024 visé en Préfecture le 12 août 2024 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Ludovic GERMAIN, 7<sup>ème</sup> Adjoint au Maire,

**VU** L'arrêté n° DJCP 2010-043 du 9 juillet 2010 parvenu en préfecture le 22 juillet 2010 portant réglementation de voirie relative à l'occupation du domaine public dans le cadre de l'exécution de travaux de voirie et de réseaux divers sur les voies publiques,

**VU** L'avis favorable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle,

**VU** L'avis favorable du Service Juridique

**CONSIDERANT** Qu'il convient d'autoriser une interdiction temporaire de stationner au lieu-dit cité en objet, afin de permettre le déroulement des travaux dans toutes les conditions de sécurité et de commodité pour les riverains, les usagers du domaine public et les intervenants du chantier.

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

Du lundi 10 mars 2025 au vendredi 28 mars 2025 de 08h00 à 18h00 date des travaux, une interdiction temporaire de stationner sur une place de parking sera autorisée au lieu-dit cité en objet pour permettre à l'entreprise SAS CJM BATIMENT de procéder à des travaux de réparation de toiture.

**ARTICLE 2****Prescriptions spéciales****ATTENTION :****Le présent arrêté devra être affiché à chaque extrémité du chantier.****La zone des travaux devra être sécurisée.****Un passage sécurisé devra être mis en place pour les piétons.****Les abords du chantier devront être nettoyés à chaque départ de l'entreprise.****La chaussée devra être rendue à l'identique.****ATTENTION : Les pétitionnaires à l'initiative des travaux seront en charge de la communication des riverains.****ARTICLE 3**

Les pré-signalisations et signalisations routières conformes à la réglementation en vigueur seront mises en place par l'entreprise SAS CJM BATIMENT qui sera responsable de leur maintien et de leur suffisance.

La responsabilité de l'entreprise SAS CJM BATIMENT sera engagée en cas de non-respect ou par les modifications qu'elle apportera au présent arrêté.

**ARTICLE 4**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de la huitième partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée des travaux.

La personne chargée de la maintenance de la signalisation 24h24 pendant toute la durée du chantier est Monsieur JORY Michel Tél : 06.86.80.72.18.

**ARTICLE 5**

Le demandeur devra faciliter le passage des véhicules de Secours, Corps Médicaux, Service des Eaux, EDF-GDF, de Police et de Gendarmerie.

**ARTICLE 6**

L'occupation du domaine public autorisée par le présent arrêté donne lieu au paiement d'une redevance en application de l'article L.2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques. Son montant est défini chaque année par une décision du Maire.

**ARTICLE 7****Les droits des tiers sont et demeurent préservés.****ARTICLE 8****Les accès aux propriétés seront préservés.****ARTICLE 9**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié selon les conditions réglementaires en vigueur, seront constatées par Procès Verbaux et transmises aux tribunaux compétents.

La responsabilité des automobilistes sera engagée dans le cas où les accidents viendraient à se produire par la suite de la non observation du présent arrêté.

**ARTICLE 10**

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à la Préfecture à sa demande pour contrôle de la légalité, une copie de l'arrêté sera notifiée à l'intéressé, à la Gendarmerie, à la Police Municipale, au Centre de Secours, aux Services Techniques Municipaux. Une copie de l'arrêté sera affichée en Mairie.

**ARTICLE 11**Monsieur l'Adjoint au Maire,  
Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie,  
Madame la Responsable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle,  
sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Isle-sur-la-Sorgue, le 06 mars 2025,

L'Adjoint délégué à la Circulation, à la Sécurité et à la Voirie,

